



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

The background image shows two women in a rural setting. One woman, wearing a yellow patterned blouse and a dark skirt, is holding up a large, light-colored fishing net. Another woman, wearing a blue and white patterned blouse and a grey skirt, is looking down. They are standing near a body of water with a thatched roof structure in the background. In the bottom right corner, a yellow scale with a fish on it is visible.

FAO

EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

2020

FAO

EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

2020

Citer comme suit:

FAO. 2021. *FAO en Amérique latine et dans les Caraïbes 2020*. Santiago. <https://doi.org/10.4060/cb4544fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

ISBN 978-92-5-134399-9

© FAO, 2021



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BYNC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Photo de couverture: © FAO/Lilian Artola

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	v
Réponse régionale à la covid-19	1
36 ^e Conférence régionale de la FAO	3
Initiative régionale 1: Des systèmes alimentaires durables pour une alimentation saine pour tous	4
Initiative régionale 2: Main dans la main vers des sociétés rurales prospères et inclusives	15
Initiative régionale 3: Agriculture durable et résiliente	23
Journée mondiale de l'alimentation 2020 et célébration du 75 ^e anniversaire de la FAO	32
Des communications à fort impact	33
Mobilisation des ressources	36



AVANT-PROPOS

L'année 2020 a sans aucun doute été l'une des plus difficiles de l'histoire récente de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Non seulement la FAO a dû travailler dur pour répondre aux priorités fixées par les États Membres, mais elle a dû également mettre en œuvre toutes ses capacités pour faire face à l'impact dévastateur de la pandémie de covid-19.

L'Organisation a travaillé main dans la main avec tous ses partenaires pour maintenir le fonctionnement du système agroalimentaire, essentiel pour nourrir la région ainsi que des millions de personnes dans le monde.

Néanmoins, malgré les défis posés par la pandémie, le travail des pays et de la FAO a donné des résultats considérables en 2020.

La FAO a mobilisé 194,8 millions d'USD en contributions volontaires à l'appui de 80 nouveaux projets, et a mis en œuvre 377 programmes régionaux ainsi que 18 programmes mondiaux et interrégionaux. Le budget total de ces programmes a atteint 684 millions d'USD.

La Conférence régionale 2020 a connu la plus grande participation politique et la plus grande audience de son histoire: 32 000 personnes ont suivi les événements en direct.

El Salvador, l'Équateur, le Guatemala; Haïti, le Honduras et le Pérou ont rejoint l'Initiative Main dans la main de la FAO.

La FAO a aidé les pays à obtenir 185 millions d'USD pour des programmes du Fonds vert pour le climat (FVC) en Argentine, en Colombie, à Cuba et au Guatemala, en mettant l'accent sur l'aide aux femmes vulnérables et aux communautés autochtones, au profit de 168 000 personnes, ainsi que sur l'atténuation des émissions de 28,4 millions de tonnes d'équivalent CO2.

En termes de communication, la FAO a vu une augmentation de 30 pour cent des parutions dans la presse des principaux médias de la région, et les visites du site web ont augmenté de 39 pour cent.

Ces résultats, qui ne sont qu'un petit échantillon de notre travail, montrent que même dans les moments les plus sombres, nous pouvons avancer ensemble vers une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une vie meilleure.

RÉPONSE RÉGIONALE À LA COVID-19

Le soutien de la FAO aux réponses mises en œuvre par les pays s'est concentré sur les actions suivantes:

- i) Fournir des données et des analyses solides aux décideurs, ainsi que des preuves sur les mesures politiques permettant de maintenir les systèmes alimentaires en vie pendant la pandémie.
- ii) Soutenir la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance des plus vulnérables, en garantissant le pouvoir d'achat et en développant les systèmes de protection sociale.
- iii) Soutenir les systèmes d'approvisionnement alimentaire, en collaborant avec les acteurs du marché et les gouvernements nationaux, provinciaux et locaux.
- iv) Promouvoir les échanges sur les politiques de réponse face à la covid-19 entre les pays.

Au niveau régional, la FAO a soutenu des réponses coordonnées par le biais de dialogues de haut niveau qui ont permis aux gouvernements de faire face à des perturbations majeures dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire, le commerce, la disponibilité et l'accès à la nourriture, et de partager les meilleures pratiques.

Des ministres et secrétaires de l'agriculture des 33 États Membres, des États-Unis d'Amérique et du Canada, réunis lors de deux réunions hémisphériques, avec le soutien de la FAO et de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), ont pris l'initiative sans précédent de coordonner leurs actions pour assurer la sécurité alimentaire.

Vingt-six pays ont signé une déclaration ministérielle dans laquelle ils s'engagent à tenir le public informé des mesures qu'ils ont prises et à continuer de garantir un approvisionnement alimentaire suffisant, salubre et nutritif.

La FAO a soutenu le Système régional d'information et de suivi des marchés agricoles (SIMMAGRO), qui a permis de coordonner une réponse régionale en matière de politique commerciale.

Près de 1 000 entreprises privées ont participé aux tables rondes commerciales organisées par la FAO en partenariat avec un certain nombre d'organisations internationales, concluant des accords pour des intentions commerciales d'une valeur de 16 millions d'USD. Ont participé aux tables rondes: la Banque interaméricaine de développement (BID), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque mondiale, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI en anglais), le Secrétariat d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA en espagnol), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Société ibérique pour l'étude et la conservation des écosystèmes (SIECE en espagnol) et l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI).

Des experts techniques, d'anciens présidents du Chili, de la Colombie et du Mexique, ainsi que d'anciens ministres de l'environnement du Brésil, du Chili, de l'Équateur et du Pérou ont échangé leurs expériences et leurs idées sur le rétablissement post-covid-19 lors de webinaires qui ont touché plus de 100 000 personnes dans toute la région. Les propositions concrètes pour la relance économique et la transformation du climat en réponse à la pandémie comprenaient la création de nouveaux emplois par la restauration des écosystèmes, l'élevage intelligent face au climat, le marketing numérique pour les coopératives et la modernisation des marchés de gros et de détail.

La FAO a également fourni des données et des informations pour la formulation de politiques durables: le bulletin régional hebdomadaire *Sistemas alimentarios y COVID-19 en América latina y el Caribe* (Les systèmes alimentaires et la covid-19 en Amérique latine et aux Caraïbes), publié en collaboration avec la CEPALC, a fourni une analyse de l'impact de la

pandémie et des mesures prises par les gouvernements, ainsi que des propositions et des plans de relance à 12 000 lecteurs hebdomadaires.

La FAO a produit 14 documents de travail dans la série *El sistema agroalimentario y los desafíos que trae el COVID-19* (Le système agroalimentaire et les défis de la covid-19), qui fournissent des analyses et des stratégies pour réduire l'impact de la pandémie sur le secteur agroalimentaire, la nutrition et l'alimentation.

Malgré la fermeture de tous les bureaux de la FAO en Amérique latine et dans les Caraïbes depuis le début de la pandémie, la FAO s'est rapidement adaptée aux nouvelles conditions et le déploiement des ressources a augmenté de 9 pour cent en Amérique centrale et de 15 pour cent dans les Caraïbes, bien qu'il ait diminué de 11 pour cent en Amérique du Sud; dans l'ensemble de la région, une baisse d'un seul point de pourcentage a été observée par rapport à 2019. Cela a été rendu possible par l'adoption rapide de méthodes de travail numériques, y compris le soutien aux programmes sur le terrain, par exemple par le renforcement des capacités numériques des agriculteurs.

Au niveau national, la FAO a appliqué une méthodologie révisée de collecte de données à distance pour réaliser des évaluations rapides dans 19 pays: Antigua-et-Barbuda, Barbade, Belize, Colombie, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque,

République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago. Elle a également généré des informations sur l'impact de la covid-19 sur la production agricole et les moyens de subsistance des agriculteurs.

La FAO a soutenu les mesures d'atténuation et de réponse rapide, a protégé la production agricole et la résilience des moyens de subsistance, et a aidé à définir les stratégies de rétablissement post-covid-19. Parmi les exemples, citons la distribution d'urgence d'intrants (semences à cycle court) et l'assistance technique aux producteurs de la République bolivarienne du Venezuela; l'assistance technique au Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural d'Haïti et la distribution de semences aux agriculteurs vulnérables; les mesures de protection sociale d'urgence et la distribution d'intrants El Salvador; l'accès aux services ruraux et l'inclusion économique des agriculteurs familiaux en Équateur, y compris l'amélioration de l'assistance technique aux entreprises et la mise en place de facilités de crédit pour les producteurs d'élevages intelligents face au climat; la définition de stratégies de relance qui sécurisent la production et l'approvisionnement alimentaires et donnent un rôle prépondérant à l'agriculture au Mexique et au Panama, ou qui répondent aux changements prévus dans la chaîne d'approvisionnement en Dominique, au Suriname et à Trinité-et-Tobago.



36^e CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO

La 36^e session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes – qui s'est déroulée du 19 au 21 octobre 2020, sous l'égide du Nicaragua – a été la première à se tenir en mode virtuel, et a connu la plus forte participation jamais enregistrée dans la région.

La Conférence a réuni 545 participants de 33 États Membres, dont un premier ministre, deux vice-présidents de la république, 92 ministres et vice-ministres et 14 ambassadeurs.

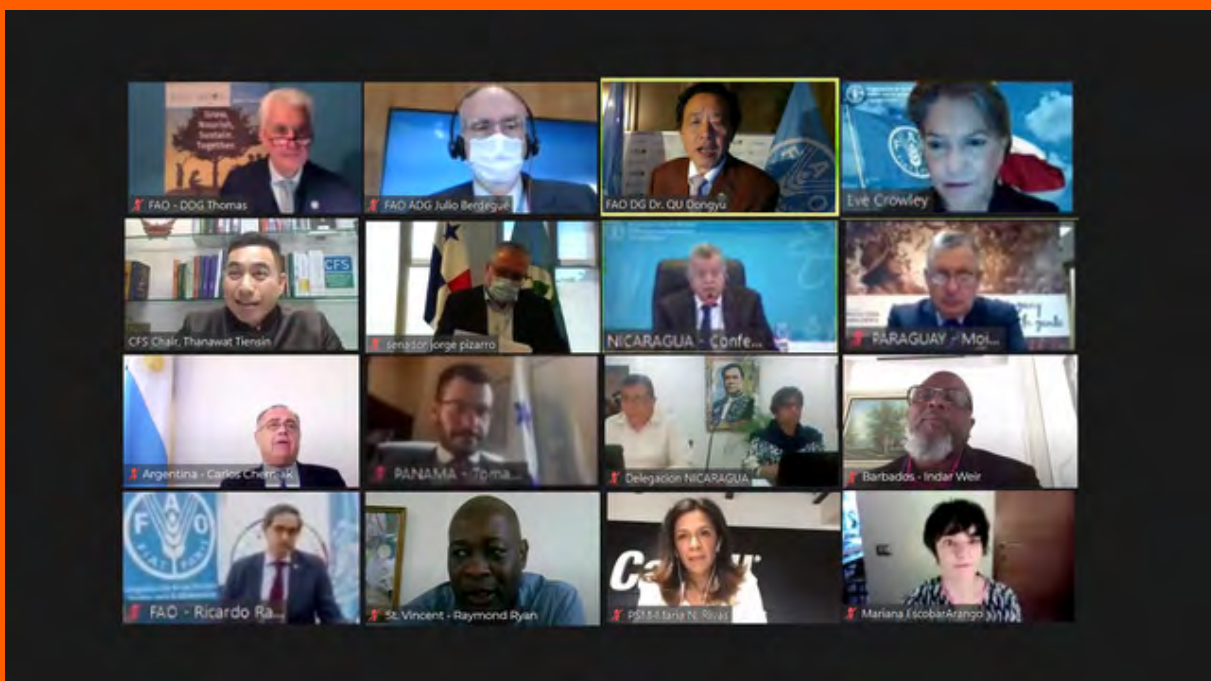
Y ont également participé des observateurs et des représentants d'agences des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales, d'organisations de la société civile, de Fronts parlementaires contre la faim, d'organisations du secteur privé et d'organisations scientifiques et universitaires.

La Conférence a eu un impact sans précédent sur le grand public: les Représentants de la FAO ont accordé 25 interviews aux principaux médias de la région,

la colonne d'opinion du Directeur général a été publiée par 11 médias et, pendant les trois jours de la Conférence, 88 articles ont mentionné la Conférence dans les principaux médias d'Amérique latine et des Caraïbes. En moyenne, 10 000 personnes ont suivi la conférence chaque jour par transmission en direct.

Les États Membres de la FAO dans la région ont fixé trois priorités pour l'action de la FAO au cours des deux prochaines années:

- 1) Des systèmes alimentaires durables pour une alimentation saine pour tous;
- 2) Main dans la main vers des sociétés rurales prospères et inclusives;
- 3) Une agriculture durable et résiliente.



INITIATIVE RÉGIONALE 1: DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES POUR UNE ALIMENTATION SAINÉ POUR TOUS

Au cours de l'année 2020, la FAO a travaillé avec les pays de la région pour renforcer les systèmes alimentaires et les rendre plus durables afin qu'ils puissent fournir suffisamment d'aliments sains, salubres, diversifiés et hautement nutritifs.

En outre, l'Organisation a collaboré avec de multiples partenaires pour remédier aux perturbations du système alimentaire causées par la pandémie et pour faciliter l'accès de tous à une alimentation saine.





1. INNOVATION COMMERCIALE ET DANS LES MARCHÉS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Modernisation des marchés de gros

La Fédération latino-américaine des marchés d'approvisionnement (FLAMA) et la FAO ont travaillé ensemble pour stimuler la transition des marchés de gros et des centres d'approvisionnement alimentaire vers une condition de viabilité économique, sociale et environnementale, en renforçant leur impact sur les systèmes agroalimentaires.

Pour y parvenir, ils ont promu une série de mesures:

- Trois Communautés de pratique ont organisé 12 réunions avec 591 techniciens, agents opérationnels, experts et universitaires de 19 pays. Les représentants de 60 marchés de gros de 19 pays de la région y ont participé et ont échangé leurs expériences.
- Élaboration de programmes/stratégies pour prévenir la contagion, améliorer les capacités et renforcer les marchés de gros au Chili, au Mexique, au Paraguay, au Pérou et en Uruguay.
- Cinq vidéos contenant des recommandations sur les soins personnels et la propreté dans les marchés de gros, qui ont été produites en espagnol, anglais, portugais et français. Elles s'adressent aux commerçants, aux consommateurs et autres prestataires de services.
- Compilation d'informations provenant de 93 marchés dans 17 pays, dont les résultats ont été diffusés par le biais de cinq bulletins dans la série *Mercados mayoristas. Acción frente al COVID-19* (Marchés de gros. Action face à la covid-19).

Chaînes de valeur dans les petits États insulaires en développement

La FAO a formé des équipes nationales issues des ministères de l'agriculture pour appliquer l'approche de la chaîne de valeur à la Barbade, au Belize et à la Jamaïque. Ces équipes ont préparé des stratégies et des plans de travail pour améliorer les performances des chaînes à fort potentiel commercial et à haute valeur nutritionnelle, comme le tilapia (*Oreochromis niloticus*) (Belize), la patate douce et le miel (Barbade), et le gingembre et le curcuma (Jamaïque). À partir de cette expérience, l'approche est en cours d'extension pour être utilisée dans cinq autres pays des Caraïbes.

Le Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des entreprises du Belize a lancé la mise en œuvre d'un plan d'affaires dirigé par le secteur privé dans le cadre de sa stratégie d'amélioration de la filière tilapia. Cela a permis d'augmenter les ventes des petits producteurs de tilapia sur les marchés formels (deux grossistes et un supermarché), d'augmenter les revenus du Centre d'écloserie de tilapia (*Tilapia Hatchery Centre*) du ministère et de développer une marque nationale de tilapia ainsi qu'un emballage.

La FAO a aidé l'Autorité de régulation des produits agricoles de la Jamaïque (JACRA en anglais) à appliquer l'approche de la chaîne de valeur au développement de l'industrie des herbes et épices (gingembre et curcuma). Cela a permis d'initier la mise en œuvre de modèles commerciaux par le biais de partenariats public-privé, avec de très bonnes perspectives d'expansion à d'autres produits nationaux à fort potentiel commercial.

Commerce

La FAO a apporté son soutien au secteur public, au secteur privé et aux organismes régionaux afin d'analyser et d'améliorer les politiques commerciales pendant la crise de covid-19 et de promouvoir le commerce alimentaire, en évitant les perturbations des flux alimentaires.

La FAO a préparé, à l'initiative du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC), un document sur l'état du commerce intra-régional.



2. DIALOGUE POLITIQUE ET PARTENARIATS POUR UNE ALIMENTATION SAINTE

Politiques visant à éliminer le surpoids et l'obésité

- La FAO a apporté son soutien à la préparation et à la révision des recommandations alimentaires du Costa Rica, de la Grenade, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines et du Suriname. L'Organisation a également promu une stratégie pour leur mise en œuvre effective et a organisé un séminaire virtuel avec la participation de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Mexique, qui a fourni des recommandations politiques pour garantir le droit à une alimentation saine.
- Afin de renforcer les stratégies d'éducation alimentaire et nutritionnelle, la FAO a analysé les capacités des écoles du Salvador au cours de cinq ateliers. En Colombie, la FAO a travaillé avec l'Institut colombien du bien-être familial (*Instituto Colombiano de Bienestar Familiar*) sur une stratégie d'information et de communication sur la sécurité alimentaire et la nutrition; la Première dame de Colombie a participé à son lancement.
- La FAO a lancé le Programme de coopération technique *Innovaciones de la sociedad civil (consumidores) y del sector privado para promover el consumo de alimentos saludables y enfrentar el sobrepeso y la obesidad en América del Sur* (Innovations de la société civile [consommateurs]

et du secteur privé pour promouvoir une consommation alimentaire saine et lutter contre le surpoids et l'obésité en Amérique du Sud) en Argentine, au Chili, en Colombie, en Équateur, dans l'État plurinational de Bolivie, au Pérou et en Uruguay.

- + La FAO a systématisé les instruments de politiques publiques et/ou privées innovants qui encouragent la consommation d'aliments sains pour lutter contre le surpoids et l'obésité dans chacun des sept pays.
- + En collaboration avec *Consumers International*, la FAO a mené des dialogues nationaux avec des acteurs des secteurs public et privé et de la société civile, ainsi qu'un dialogue régional avec des participants internationaux.

- La FAO a publié *Combate contra la obesidad y sobrepeso - Iniciativas del sector privado en América Latina y el Caribe* (Lutte contre l'obésité et le surpoids – Initiatives du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes), une publication qui passe en revue 10 initiatives privées mises en avant par les associations du secteur agroalimentaire de la région, avec des bonnes pratiques, des lacunes et des leçons apprises.

- En collaboration avec l'Institut de nutrition et de technologie alimentaire (INTA) de l'Université du Chili, la FAO a élaboré l'étude *Impacto de la ley chilena de etiquetado en el sector productivo alimentario* (Impact de la loi chilienne relative à l'étiquetage sur le secteur de la production alimentaire), qui évalue quatre aspects de la réponse du secteur de la production alimentaire au Chili par rapport à la mise en œuvre de la Loi relative à l'étiquetage des aliments: i) les attitudes des principaux acteurs du secteur alimentaire, ii) la reformulation des aliments, iii) l'utilisation des étiquettes comme stratégie de marketing; iv) et l'impact sur les variables économiques du secteur manufacturier et commercial. Cette analyse constitue une contribution considérable

à la discussion sur les réglementations relatives à l'étiquetage de produits alimentaires sur le devant des emballages qui a lieu dans la région.

GENRE

- La FAO a continué à soutenir l'adoption et la mise en œuvre de politiques publiques multisectorielles avec une approche de genre contre la malnutrition, favorisant le développement de systèmes et d'environnements alimentaires sains au Costa Rica, El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Panama et en République dominicaine.
- La FAO a fourni une assistance technique au développement de données et d'informations ventilées par sexe dans l'évaluation des impacts de la covid-19 sur la sécurité alimentaire, la production agricole et les moyens de subsistance dans les Caraïbes. La Colombie, la République bolivarienne du Venezuela et la République dominicaine ont généré des données et des informations sensibles au genre comme base pour le développement et l'amélioration des politiques publiques de réduction de la malnutrition dans le contexte de la covid-19.
- La FAO a apporté son soutien à l'intégration de l'approche genre dans le Cadre réglementaire pour la promotion et le renforcement de l'économie paysanne et de l'agriculture familiale dans la région andine (*Marco Normativo para Promover y Fortalecer la Economía Campesina y la Agricultura Familiar en la Región Andina*) du Parlement andin (PARLANDINO) et dans la loi type relative au changement climatique et à la sécurité alimentaire et à la nutrition du Parlement latino-américain (PARLATINO), approuvés respectivement en mai 2020 et février 2021.

Panorama de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes

Panorama de la seguridad alimentaria y nutricional de América Latina y el Caribe (Panorama de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes) est une publication phare du Bureau

régional, qui appelle à concentrer les nouvelles politiques et les investissements sur les territoires en retard de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, où l'on trouve les plus hauts niveaux de malnutrition.

Le Panorama a été réalisé avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation panaméricaine de la Santé/Organisation mondiale de la Santé (OPS/OMS), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies.

Le lancement a été suivi par 2 170 personnes, 3,1 millions de personnes ont vu les messages sur Twitter, 3 007 personnes ont visité le site web de la publication et 91 médias grand public ont publié des articles sur le rapport.

Front parlementaire contre la faim

Au cours de l'année 2020, avec l'assistance technique de la FAO, les Fronts parlementaires contre la faim ont plaidé dans 21 congrès nationaux et quatre parlements régionaux.

En pleine crise pandémique, les membres du Front et ses partenaires ont signé une lettre ouverte aux décideurs pour qu'ils considèrent la protection du droit à l'alimentation comme l'une des mesures d'urgence.

Ce réseau pluraliste, composé de près de 500 parlementaires, a contribué à l'adoption de 16 lois et à la formulation et la défense de 25 projets de loi au niveau national, parmi lesquels :

- La loi organique relative à l'alimentation scolaire de l'Équateur
- La loi relative au crédit agricole du Paraguay
- La loi relative aux commandes publiques locales en Colombie
- Le projet de loi qui régleme les conditions sanitaires pour le fonctionnement des marchés au Chili

En outre, les parlements régionaux PARLATINO, PARLANDINO et le Parlement du Mercosur (PARLASUR) ont adopté six cadres juridiques et déclarations liés à la réalisation de l'Objectif de développement durable 2 «Faim zéro» (ODD 2) dans le contexte de la pandémie, parmi lesquels:

- Déclaration conjointe du PARLATINO avec la FAO sur l'agriculture familiale dans le contexte de la covid-19 en mai 2020;
- Déclaration conjointe du PARLATINO avec la FAO sur l'accroissement de l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires face à la crise de la covid-19 en août 2020;
- Cadre réglementaire pour la promotion et le renforcement de l'économie paysanne et de l'agriculture familiale dans la région andine (*Marco Normativo para Promover y Fortalecer la Economía Campesina y la Agricultura Familiar en la Región Andina*) du PARLANDINO en mai 2020;
- Déclaration du PARLASUR à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation d'octobre 2020.

Avec le soutien de la FAO, sept notes d'orientation juridique ont été rédigées et soumises à 21 congrès nationaux et quatre parlements régionaux, principalement adressées aux Fronts parlementaires contre la faim avec des recommandations sur l'ODD 2.

Les Fronts ont lancé une série de vidéoconférences publiques régionales appelées « Sessions parlementaires Faim Zéro » (*Sesiones Parlamentarias Hambre Cero*), afin de favoriser les échanges entre les législateurs de la région et de mobiliser des accords concrets pour 2021 autour de l'ODD 2 en période de pandémie.

Par ailleurs, ils ont facilité les partenariats de travail avec le Forum Rural Mondial, le Secrétariat général ibéro-américain, l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine et le Parlement espagnol.

L'Observatoire du droit à l'alimentation pour l'Amérique latine et les Caraïbes a lancé 16 nouvelles études de recherche liées à l'ODD 2 et aux défis

du rétablissement post-covid-19. Ces recherches soutiendront le travail du Front parlementaire au cours de l'année 2021. Il convient de noter que pour réaliser ce qui précède, les Fronts ont participé à plus de 60 vidéoconférences nationales, régionales et mondiales afin de générer des dialogues politiques et des échanges d'expériences autour de l'ODD 2. Ces activités ont été largement suivies par les parlements du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, du Paraguay, de la République dominicaine et du Salvador, ainsi que le PARLASUR et le PARLATINO.

Plus de 80 conseillers parlementaires d'Argentine, du Brésil, du Chili, de Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, du Panama, du Paraguay et de l'Uruguay, ainsi que des représentants du PARLATINO, PARLANDINO, PARLASUR et du Parlement d'Amérique centrale (PARLACEN) ont participé au cours de la FAO sur le thème de l'amélioration de l'impact des politiques publiques pour la réalisation de l'ODD 2.





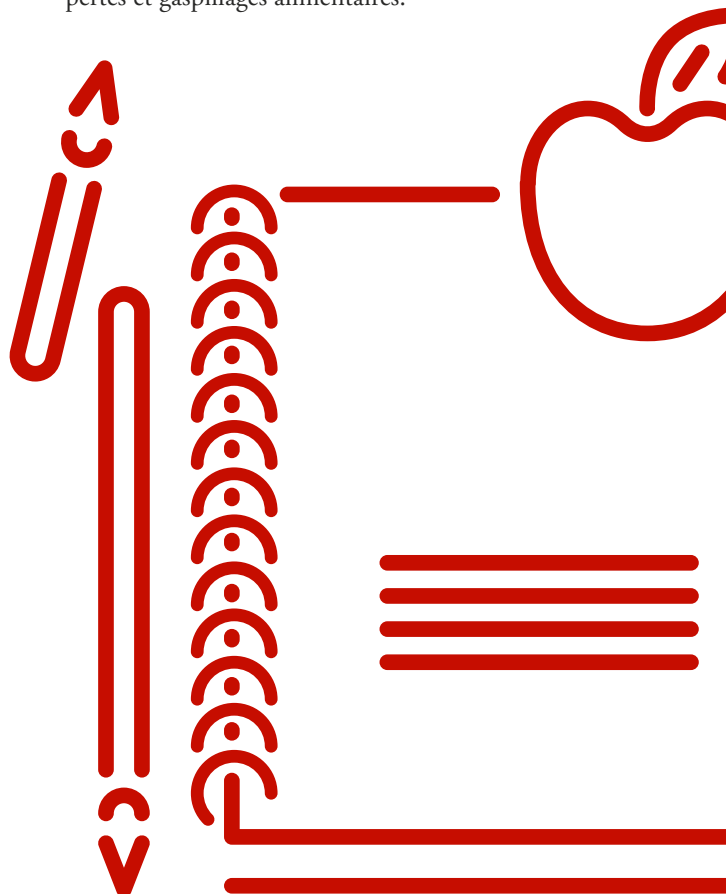
3. PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE

- La FAO a aidé les pays à maintenir le fonctionnement des programmes d'alimentation scolaire pendant la pandémie, en soutenant la livraison de rations, de paniers et de kits alimentaires dans des pays comme le Chili, le Costa Rica et la République dominicaine.
- Dans neuf pays des Caraïbes (Belize, Barbade, Grenade, Guyane, Jamaïque, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago), la FAO a formé les chargés de la gestion technique des Programmes d'alimentation scolaire.
- Trois pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud (Colombie, Guatemala et Pérou,) ont suivi le cours virtuel sur l'alimentation scolaire en tant que stratégie éducative pour une vie saine (« *La alimentación escolar como estrategia educativa para una vida saludable* »), qui a permis de former 2 100 gestionnaires et techniciens en matière d'alimentation scolaire.
- La FAO a soutenu le Réseau d'alimentation scolaire durable (RAES en espagnol), qui est désormais opérationnel dans 24 pays.
- La FAO a fourni une assistance technique pour l'élaboration de la Stratégie d'alimentation scolaire saine et durable du Salvador.

- La FAO a travaillé avec 11 pays (Belize, El Salvador, Grenade, Guatemala, Guyane, Honduras, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines) pour intégrer la méthodologie des écoles durables, en fournissant des kits d'hygiène et d'alimentation à 400 écoles.

- Au Panama, la FAO a travaillé à l'amélioration des infrastructures de quatre écoles qui font partie du programme «Étudier sans faim» (*Estudiar Sin Hambre*).

- La FAO a lancé un nouveau projet pilote visant à inclure la gastronomie dans les Programmes d'alimentation scolaire de Colombie et du Guatemala, à partir de l'expérience du Laboratoire gastronomique du Conseil national des aides et bourses scolaires (JUNAEB en espagnol) au Chili. Dans ces pays, une étude « avant et après » a été réalisée, dans laquelle les enfants d'une école de chaque pays ont reçu un menu scolaire modifié par les manipulateurs d'aliments du Programme d'alimentation scolaire qui ont été formés par un chef professionnel. Des techniques culinaires ont été incorporées afin d'augmenter l'acceptabilité du menu tout en diminuant les pertes et gaspillages alimentaires.





4. PERTES ET GASPILLAGES ALIMENTAIRES

La FAO a soutenu la plateforme *#SinDesperdicio* (SansGaspillage), PARLATINO, et le Front parlementaire contre la faim pour accroître l'efficacité des systèmes agroalimentaires en réduisant les pertes et gaspillages alimentaires (PGA).

La FAO a encouragé le dialogue et l'échange d'expériences entre les entreprises (petites et moyennes entreprises (PME) et multinationales) et les institutions publiques sur les aspects de quantification, de durabilité et de circularité, la génération de connaissances et d'analyses sur les questions d'innovation technologique et la collaboration intersectorielle dans toute la région.

- Le 29 septembre 2020, la première commémoration mondiale de la Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages de nourriture a eu lieu, avec des activités organisées par les bureaux de la FAO en Argentine, au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, au Chili, au Mexique et au Nicaragua.
- La FAO a analysé 70 cadres juridiques dans 13 pays de la région (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine et Uruguay) qui favorisent certains aspects de la prévention et de la réduction de PGA. Cette analyse réglementaire a été un élément clé qui a permis à l'Organisation de fournir une assistance technique au PARLATINO pour l'élaboration d'un projet de loi type sur la réduction des PGA.

- La FAO a établi, pour la première fois, un partenariat public-privé avec le secteur de la vente au détail en Argentine pour le suivi des excédents, des pertes et des déchets, en collaboration avec le *Consumer Goods Forum*, la BID, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche d'Argentine, l'organisation à but non lucratif GS1 et la société de conseil WeTeam.

- Dans le cadre de la plateforme *#SinDesperdicio*, la FAO a participé à deux concours d'innovation, *#SinDesperdicioMéxico* (SansGaspillageMexique) et *#SinDesperdicioCentroAmérica* (SansGaspillageAmériqueCentrale), auxquels ont participé plus de 250 initiatives, dont 10 ont été gagnantes. En guise de reconnaissance, elles ont reçu des ressources financières et technologiques pour promouvoir des programmes liés à la réduction des pertes – dans les exploitations agricoles et les cultures aquacoles – et des gaspillages à partir d'applications technologiques qui améliorent le cycle de vie des aliments.

- Pour faire face à la pandémie, six événements virtuels de formation et de partage d'expérience appelés "SérieCOVID *#SinDesperdicio*" ont été développés en collaboration avec Logyca et la BID. Le développement de ces dialogues régionaux a permis de consolider un réseau de partenaires avec des acteurs publics, privés et universitaires.





5. RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS ET INNOCUITÉ DES ALIMENTS

La résistance aux antimicrobiens (RAM)

• En 2020, avec le soutien politique et financier de l'Union européenne, la FAO, l'Organisation mondiale de la Santé animale (OIE) et l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS/OMS) ont lancé un programme de collaboration tripartite de lutte contre la Résistance aux Antimicrobiens (*Trabajando juntos para combatir la Resistencia a los Antimicrobianos*). Sept pays (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Paraguay, Pérou et Uruguay) participent à ce programme sur trois ans. Sa stratégie d'intervention basée sur l'approche multisectorielle «Une seule santé» a obtenu en 2020 les résultats suivants sous la responsabilité directe de la FAO:

- i) Cadre conceptuel et méthodologique pour la création d'un réseau de communicateurs pour la sensibilisation à la RAM au cours de l'année 2021. Son objectif est d'accroître la relation avec les médias de masse, par la diffusion de contenu informatif et l'expansion des capacités des unités de communication des services de santé agricole pour la planification stratégique et durable des actions de communication.
- ii) Six rapports juridiques nationaux sur la coordination institutionnelle, supra ou interministérielle, pour la gouvernance de

la RAM, qui permettent de renforcer d'un point de vue juridique la volonté politique de répondre à la RAM dans le cadre de l'approche «Une seule santé».

iii) Approche et dialogue politico-technique pour parvenir en 2021 à une alliance avec le secteur privé, représentée par l'Association des industries de l'alimentation animale en Amérique latine et aux Caraïbes (FEEDLATINA).

iv) Désignation du Laboratoire de diagnostic du Service national mexicain de la santé, de la sécurité sanitaire et la qualité des produits agroalimentaires (SENASICA) comme centre de référence de la FAO pour la RAM. Il s'agit du premier dans la région.

v) Conception et application d'une méthodologie permettant de réaliser une analyse de la situation nationale en matière de RAM, afin de guider l'assistance technique et d'orienter les pays vers les points critiques à aborder dans leurs Plans d'action nationaux.

vi) Développement et mise en œuvre de sept Plans de travail nationaux du programme.

• Assistance technique aux autorités péruviennes de la santé et de l'agriculture pour la formulation d'une note conceptuelle de projet afin de solliciter un financement auprès du Fonds fiduciaire multi-partenaires contre la résistance aux antimicrobiens (MPTF en anglais). Le Pérou a obtenu l'autorisation et mettra en œuvre un programme basé sur l'approche « Une seule santé » en 2021. Le Secrétariat du MPTF a décidé que le programme sera dirigé par la FAO Pérou avec l'appui technique du Bureau régional de la FAO, en coordonnant la participation de l'OIE, du secteur de la santé et de l'OPS/OMS.

• Le processus d'analyse et de soumission de rapports à l'Équateur, à l'État plurinational de Bolivie, au Pérou et à l'Uruguay sur l'évaluation des risques de RAM dans le secteur de la production animale terrestre et aquatique a été achevé. Sur la

base d'une méthodologie pionnière conçue dans la région, les facteurs de risque de RAM ont été identifiés et évalués, déterminant leur probabilité d'apparition dans le système de confinement.

- Dans le cadre de la Semaine mondiale pour un bon usage des antimicrobiens (WAAW en anglais) 2020, le Bureau régional de la FAO a créé 13 vidéos sur la RAM et l'approche « Une seule santé ». Ces produits ont été diffusés par le biais de plateformes de réseaux sociaux afin de toucher un large public.
- Le Bureau régional de la FAO a participé à des webinaires techniques organisés par la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, l'État plurinational de Bolivie, les États-Unis d'Amérique et le Pérou.

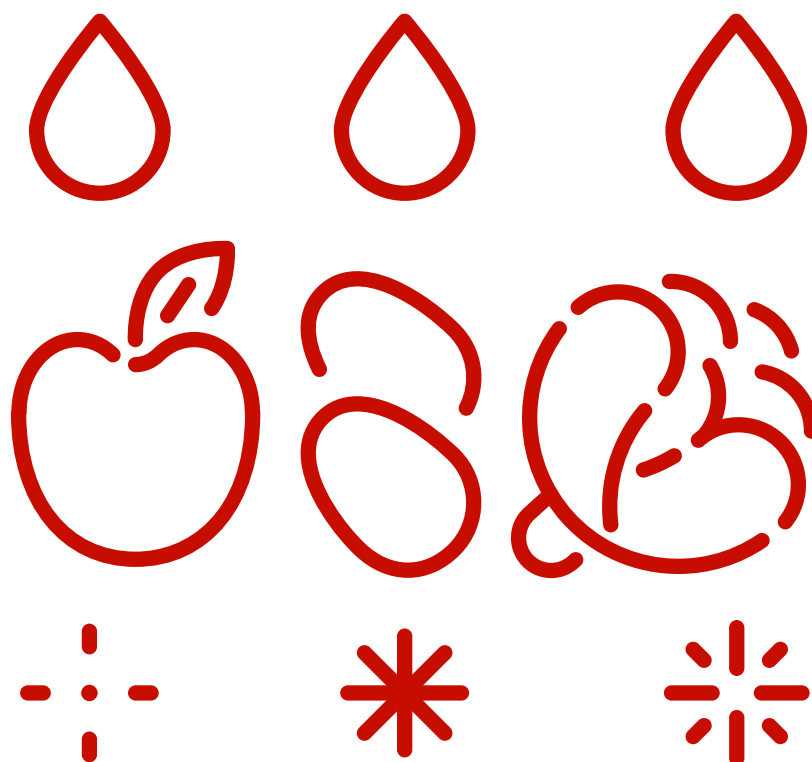
Innocuité des aliments

En 2020, la FAO a travaillé à l'élaboration d'un manuel destiné aux manipulateurs/opérateurs pour la promotion de l'innocuité des aliments dans la production de volaille à petite échelle (*Poultry Cottage Industry*) à Trinidad-et-Tobago.

À Sainte-Lucie et à Trinité-et-Tobago, la FAO a effectué pour la première fois une analyse microbiologique de produits aquaponiques déshydratés, ce qui facilitera la préparation de directives sur l'innocuité des produits issus de systèmes aquaponiques.

En outre, la FAO a accompagné le processus de mise en œuvre du projet de Fonds fiduciaire du Codex (CTF en anglais) pour Cuba, qui renforcera le Comité national du Codex Alimentarius de Cuba.

Dans le cadre du projet d'amorçage financé par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF en anglais) de l'Organisation mondiale du commerce, la FAO prépare un projet de formation à l'analyse des risques en matière d'innocuité alimentaire dans 10 pays: Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou et Uruguay. La FAO a organisé des réunions avec chacun des pays pour connaître leurs besoins dans le domaine de l'analyse des risques (évaluation, gestion et communication) et pour élaborer le projet.





6. CENTRE DE FORMATION SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

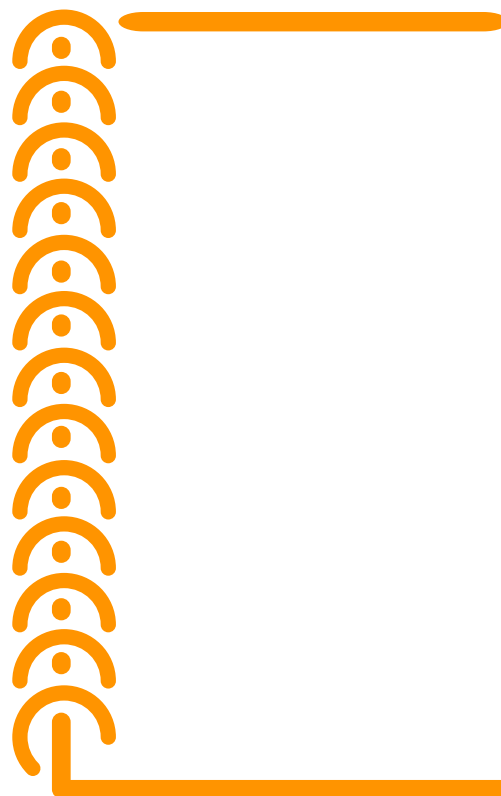
Le Centre de formation sur les politiques publiques de la FAO a doublé sa production au cours de l'année 2020: plus de 39 000 personnes ont été formées, soit une augmentation de 105 pour cent par rapport à 2019.

La FAO a dispensé des cours sur le suivi du droit à une alimentation adéquate à des universitaires de 15 pays: Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, État plurinational de Bolivie, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, République bolivarienne du Venezuela et Uruguay.

En 2020, la FAO a lancé cinq séries de conférences et de cours de formation:

- Conférences de la série 2030: Alimentation, agriculture et développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes
- Conférences en ligne FAO: *Serie COVID-19 y sistemas alimentarios* (Série covid-19 et systèmes alimentaires)
- Pertes et gaspillages alimentaires: cadres juridiques et initiatives de don en période de covid-19
- Rencontre trilatérale Colombie – Équateur – Pérou
- *Agricultura familiar: un camino integral al desarrollo rural* (L'agriculture familiale: un chemin intégral vers le développement rural).

Pour faire face à la pandémie, le Centre a proposé de nouveaux services et informations pour la prise de décision, avec plus de 200 000 visionnages des webinaires de la série 2030 ou des conférences en ligne et webinaires sur le thème de la covid-19.





7. STATISTIQUES

La FAO a aidé l'Équateur, le Costa Rica et l'Uruguay à améliorer la qualité des enquêtes agricoles intégrées dans le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire afin de recueillir des informations sur les aspects économiques, les méthodes de production, la main-d'œuvre, les effets environnementaux et le genre. De plus, l'Organisation a soutenu ces pays dans l'utilisation de l'outil *Survey Solutions* qui permet d'utiliser des enquêtes numériques et le GPS pour géoréférencer les exploitations et mesurer la surface agricole.

Les ministères de l'agriculture et les offices nationaux de statistiques d'Argentine, du Brésil, de Colombie, du Chili, de l'Équateur, de l'État plurinational de Bolivie, du Paraguay, du Pérou, de la République bolivarienne du Venezuela et d'Uruguay ont reçu une formation aux méthodologies des indicateurs multiples des Objectifs de développement durable.

Au total, 151 personnes provenant d'Argentine, du Brésil, de Colombie, du Costa Rica, du Chili, de l'Équateur, de l'État plurinational de Bolivie, du Mexique, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République bolivarienne du Venezuela et d'Uruguay ont participé à l'atelier sur l'indicateur 2.4.1 des ODD.

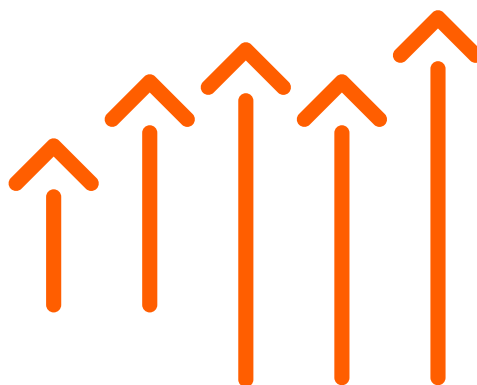
En outre, 200 fonctionnaires d'Argentine, du Brésil, du Chili, de Colombie, d'Équateur, de l'État plurinational de Bolivie, du Paraguay, du Pérou, de la République bolivarienne du Venezuela et de l'Uruguay ont participé à l'atelier sur les indicateurs 2.3.1 et 2.3.2 des ODD.

En République bolivarienne du Venezuela, la FAO a soutenu la révision des données disponibles pour les indicateurs 14.c.1; 15.3.1 et 15.6 et trois cours en ligne (un par indicateur) ont été élaborés pour former les fonctionnaires du Ministère du pouvoir populaire pour l'écosocialisme (MINEC).

Dans le cadre de la pandémie de covid-19, le soutien de la FAO a permis à la Barbade, au Chili, au Costa Rica, à la Dominique, à l'Équateur, au Guatemala, à la Guyane, au Honduras, à Saint-Kitts-et-Nevis, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines de procéder à une évaluation rapide de la situation et à une mesure de la sécurité alimentaire des ménages par le biais d'appels téléphoniques ; pour ce faire, l'échelle d'expérience de l'insécurité alimentaire (FIES en anglais) a été mise en œuvre grâce à une nouvelle conception des questionnaires et des échantillons.

Dans le cas de la Colombie, du Panama et du Paraguay, la FAO a recueilli des informations et des données pour l'établissement de rapports sur les indicateurs 2.1.1. et 2.1.2. des ODD sont en cours de production.

La FAO a également fourni une assistance au programme de recensement agricole dans la région, notamment au Paraguay. Dans ce cas, la FAO a facilité l'échange d'expériences avec l'Argentine et le Brésil pour réaliser un recensement numérique dans le pays. Dans le cas de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, une assistance a été fournie pour l'élaboration de la méthodologie et les préparatifs de la mise en œuvre du recensement agricole.



INITIATIVE RÉGIONALE 2: MAIN DANS LA MAIN VERS DES SOCIÉTÉS RURALES PROSPÈRES ET INCLUSIVES





1. INITIATIVE MAIN DANS LA MAIN

En 2020, Haïti, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras, le Pérou et El Salvador ont rejoint l'initiative Main dans la main.

Les résultats dans ces pays sont les suivants:

- En Équateur, le gouvernement et la FAO ont formalisé un accord pour que l'Initiative Main dans la main fonctionne dans le cadre du Plan agricole national. Ils ont formé une équipe multidisciplinaire, sélectionné et caractérisé les territoires prioritaires, préparé un document de typologies agricoles et d'analyse des frontières, généré un document national de l'Initiative Main dans la main, développé une cartographie des donateurs et des projets ainsi qu'une analyse de la situation fiscale afin d'identifier les opportunités et les goulots d'étranglement dans les processus d'investissement public.
- En Haïti, la FAO a conclu un accord avec le gouvernement: ils ont progressé dans l'élaboration de trois typologies de départements et une pré-identification des opportunités. De plus, ils ont établi une alliance pour la Promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (PROSAN) dans la municipalité de Belle-Anse, dans le département du Sud-Est d'Haïti. Ils ont également officialisé le lancement de l'Initiative Main dans la main en Haïti avec le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de l'Environnement, les principaux donateurs en

Haïti et les points focaux de l'Initiative. Enfin, ils ont approuvé un Programme de coopération technique pour soutenir le processus.

- Le Guatemala a officiellement lancé l'Initiative Main dans la main, formé un groupe de travail et élaboré des cartes typologiques des microrégions.
- Au Honduras, le lancement officiel de l'Initiative Main dans la main a eu lieu et le gouvernement a officialisé sa participation, qui fera partie du programme de redressement face à la covid-19, du programme de réhabilitation précoce et du plan de reconstruction durable (après le passage des ouragans Eta et Iota). Des progrès ont également été réalisés dans la génération de cartes typologiques des microrégions du pays.
- Au Pérou, le gouvernement et la FAO ont formalisé l'accord pour travailler dans le cadre de l'Initiative Main dans la main d'ici fin 2020, et ont créé un groupe de travail.
- Suivant les directives de l'Initiative Main dans la main, la FAO a partagé avec les pays 10 documents sur les bonnes pratiques au niveau régional. Ces expériences analysent les problèmes de sécurité alimentaire et d'accès aux services de base, ainsi que les expériences d'initiatives de renforcement pour revitaliser les territoires en retard de développement.





© FAO

2. PROTECTION SOCIALE ET INCLUSION ÉCONOMIQUE

La FAO a fourni une assistance technique à neuf pays (Chili, Colombie, Équateur, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou et République dominicaine) pour élaborer des stratégies coordonnées de protection sociale et d'inclusion productive et économique dans les territoires ruraux.

Comme cas remarquable, citons la mise en œuvre du plan national de réduction de la pauvreté du Paraguay et son articulation avec le système de protection sociale “*Vamos !*” au niveau territorial.

En collaboration avec le Système d'intégration centraméricain (SICA), la FAO a conçu le Plan de redressement, de reconstruction sociale et de résilience de l'Amérique centrale et de la République dominicaine (*Plan para la Recuperación, Reconstrucción Social y Resiliencia de Centroamérica y República Dominicana*) pour atténuer les effets de la pandémie à moyen et à long terme.

Le Conseil des ministres de l'intégration sociale du SICA a approuvé – avec le soutien technique et financier de la FAO – sa politique sociale globale régionale 2020-2040, qui comprend l'expansion des systèmes de protection et de sécurité sociale, l'intégration complète de la migration intrarégionale dans le marché du travail, le développement des

territoires en retard, la sécurité alimentaire et la protection contre les impacts négatifs du changement climatique et des phénomènes naturels défavorables.

La FAO a également soutenu au niveau national la mise en œuvre du Programme régional intersectoriel 2018-2030 pour la protection sociale et l'inclusion productive dans le respect de l'équité au Costa Rica, au Honduras et en République dominicaine.

En collaboration avec le Fonds international de développement agricole et l'Université Los Andes en Colombie, la FAO a élaboré une évaluation d'impact sur les synergies entre la protection sociale et les programmes productifs en Colombie, au Mexique et au Pérou.

La FAO a mis au point une étude sur la pertinence culturelle des programmes de transferts monétaires en Amérique centrale, qui sera utilisée pour promouvoir le renforcement de l'approche interculturelle des programmes de protection sociale.





© Sergio Amaral

3. AGRICULTURE FAMILIALE

En 2020, la FAO a soutenu l'élaboration de plans nationaux d'agriculture familiale au Costa Rica, en Équateur, au Panama, au Pérou et en République dominicaine.

Le travail des comités d'agriculture familiale au Guatemala, au Honduras, au Panama et en République dominicaine a également été renforcé cette année. Dans le cadre de ces activités, la FAO a créé le site web régional de la Décennie de l'agriculture familiale pour diffuser des études, des nouvelles, des événements et autres contenus d'intérêt.

La FAO a soutenu la réalisation d'une rencontre trilatérale entre les ministères de l'agriculture de Colombie, d'Équateur et du Pérou, dans le but de partager les politiques et les stratégies les plus réussies pour renforcer l'agriculture familiale et évoluer vers des systèmes agroalimentaires durables et inclusifs.

Ont participé à la réunion des vice-ministres, directeurs et équipes techniques des ministères de l'agriculture des trois pays.

La FAO a organisé une réunion sur l'agriculture familiale dans la région SICA avec la participation de plus de 77 représentants de gouvernements et de la société civile, où une proposition de plan régional SICA pour la Décennie de l'agriculture familiale a été élaborée.

La FAO a travaillé avec l'Alliance coopérative internationale (ACI Amériques) pour accroître la présence politique du secteur coopératif dans les espaces de prise de décision liés aux questions de sécurité alimentaire. Des pilotes de commerce numérique ont été réalisés et le travail a commencé sur une plateforme permanente de collaboration entre coopératives du Costa Rica, du Salvador, de la République dominicaine et de l'Uruguay.

Dans le cadre de la Décennie de l'agriculture familiale, le projet *+Algodón* a promu l'application LazosApp, qui a été initialement utilisée au Paraguay dans neuf écoles d'agriculture du pays pour partager les bonnes pratiques et les technologies productives du système coton-aliment avec les élèves et les enseignants. L'application aborde les contenus en matière de communication pour le développement avec l'objectif de connecter le secteur rural, les hommes, les femmes, les jeunes et les institutions aux informations qui favorisent le développement rural durable. Cette innovation, promue par le projet *+Algodón* et l'Université fédérale de Santa Maria (UFMS) du Brésil, vise à toucher environ 800 jeunes ruraux paraguayens.





4. PEUPLES AUTOCHTONES

La FAO a approuvé une stratégie régionale de collaboration avec les peuples autochtones et tribaux, spécialement conçue pour être mise en œuvre dans le contexte d'une pandémie; elle a été élaborée en collaboration avec 12 organisations autochtones au niveau régional et 40 organisations au niveau national, 170 dirigeants autochtones et 25 ONG travaillant avec les peuples autochtones et tribaux de la région. Son objectif est de rendre visible la richesse naturelle et culturelle des peuples autochtones et tribaux ainsi que leur contribution au développement rural et aux ODD.

La FAO a aidé à la conception et à la mise en œuvre de politiques nationales spécifiquement conçues pour et avec les peuples autochtones au Costa Rica, dans l'État plurinational de Bolivie, au Panama, au Paraguay et au Pérou.

Dans le cadre des activités du Groupe d'appui inter-agences des Nations Unies sur les questions autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes (GIRPI en espagnol), le rapport *El Impacto del COVID-19 en los pueblos indígenas de América Latina-Abya Yala : entre la invisibilización y la resistencia colectiva* (L'impact de la covid-19 sur les peuples autochtones d'Amérique latine-Abya Yala: Entre invisibilisation et résistance collective) a été préparé par la FAO, en collaboration avec la CEPALC, ONU-Femmes, l'Organisation internationale du travail (OIT), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance

(UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds pour le développement des peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes (FILAC, de son signe en espagnol). Ce rapport souligne la nécessité de prendre en compte les droits des peuples autochtones et tribaux dans les plans d'endiguement de la pandémie et de relance économique. Ses recommandations ont été réaffirmées par la Commission PARLATINO sur les peuples autochtones, afro-descendants et les groupes ethniques.

En collaboration avec FILAC, des informations ont été collectées dans les territoires autochtones sur le thème de la sécurité alimentaire à partir d'un réseau de surveillance de la Plateforme régionale autochtone contre la covid-19. Ce processus innovant a permis la formation technique de six organisations autochtones nationales (en Colombie, au Guatemala, au Nicaragua, au Panama, au Pérou et El Salvador) à l'utilisation de l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire (FIES en anglais), ainsi que l'élaboration du rapport régional susmentionné sur la situation des peuples autochtones face à la covid-19.

En partenariat avec SICA, la Fondation latino-américaine pour l'innovation sociale (*Fundación Latinoamericana de Innovación Social*) et FILAC, le Conseil autochtone d'Amérique centrale, Abya Yala, et le Réseau continental des femmes autochtones des Amériques, la FAO a conçu une stratégie d'autonomisation économique avec les femmes autochtones.

La FAO a aidé le Ministère du développement social du Paraguay à élaborer des directives pour la mise en œuvre de l'approche interculturelle du plan national de réduction de la pauvreté; ces directives sont destinées aux différents acteurs participant à la prise de décisions dans les politiques visant la population autochtone.





© José Hernández

5. ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

En 2020, la FAO et de multiples partenaires ont réalisé la cinquième édition de la campagne régionale *#Mujeres rurales, mujeres con derechos* (Femmes rurales, des femmes ayant des droits): 27 institutions gouvernementales, agences des Nations unies et agences de coopération internationale y ont participé, dont l'Alliance des conjoints de chefs d'État et de représentants (*Alianza de Cónyuges de Jefes de Estado y Representantes*).

La campagne a permis de progresser dans l'intégration d'une approche de genre dans la réponse face à la pandémie dans six pays de la région (Argentine, Brésil, Équateur, Panama, Paraguay et République dominicaine) et a donné naissance à des chapitres nationaux au Brésil, en Colombie, au Pérou et en Uruguay.

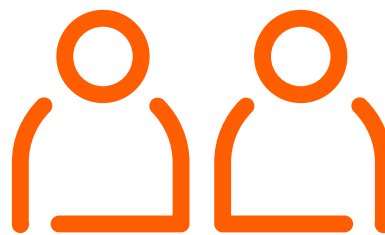
Dans le cadre de la Journée internationale de la femme, la FAO a lancé le cours en ligne « La gouvernance foncière pour les femmes et les hommes » sur le thème de la gouvernance foncière sensible au genre: 598 femmes et 512 hommes de 28 pays ont suivi ce cours.

La FAO a aidé 13 pays (Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, État plurinational de Bolivie, Guatemala, Haïti, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, République dominicaine et République bolivarienne du Venezuela) à concevoir et à mettre en œuvre des politiques publiques fondées sur des modèles de budgétisation sensible au genre. L'Organisation a également assisté l'amélioration

des conditions de travail et de protection sociale des travailleuses journalières. La FAO a soutenu des diagnostics approfondis sur la situation de la sécurité alimentaire, l'accès aux ressources, la protection sociale et la violence basée sur le genre dans le contexte de la covid-19.

La FAO a réalisé une analyse basée sur le genre des services consultatifs ruraux dans les programmes et politiques ciblant les femmes rurales au Chili et au Guatemala, en partenariat avec le Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP), l'Institut pour le développement agricole, la Fondation PRODEMU du Chili et le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation du Guatemala. Cette analyse permettra d'intégrer la perspective de genre dans l'offre institutionnelle d'assistance technique et de services de vulgarisation rurale.

Au Chili, au Costa Rica, dans l'État plurinational de Bolivie, au Guatemala, au Paraguay, au Pérou et en République dominicaine, la FAO a mis en place un suivi et l'établissement de rapports pour évaluer l'accès des femmes à la terre et pour identifier les niveaux et les mécanismes de protection juridique mis en place par les pays pour le garantir.





© twenty20photos

6. MIGRATION

La FAO a mis en œuvre des actions au sein de communautés de migrants El Salvador, au Guatemala et au Honduras pour renforcer leur résilience aux chocs climatiques, économiques et sociaux. Ensemble, ces pays et la FAO ont amélioré le capital physique et social d'environ 5 400 familles et de quelque 600 microentreprises grâce à l'assistance technique et au renforcement des capacités des services de vulgarisation.

En collaboration avec l'OIT et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la FAO a préparé et présenté aux autorités chiliennes l'étude *Inserción laboral de los trabajadores migrantes en el sector rural en Chile* (Insertion professionnelle des travailleurs migrants dans le secteur rural au Chili). Cette étude présente les défis auxquels sont confrontés les travailleurs migrants travaillant dans la campagne chilienne ainsi que les éléments qui influencent les taux élevés d'informalité et de précarité de l'emploi agricole.





7. NOUVELLES OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Innovation

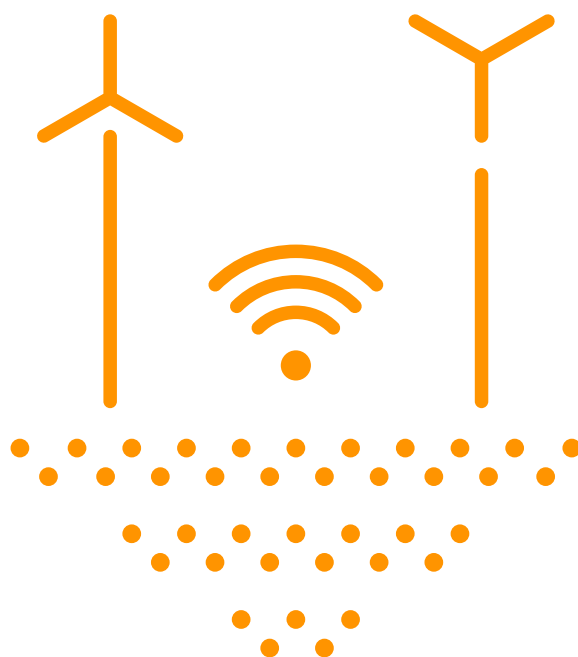
La FAO a élaboré le Programme pour l'innovation et le Plan de travail 2020-2022. Ce programme comprend des notes conceptuelles pour des projets d'innovation régionaux portant sur: les circuits alimentaires fonctionnels dans les villes intermédiaires; l'agriculture intelligente face au climat dans l'élevage à faibles émissions; les technologies numériques pour systèmes alimentaires et territoires ruraux; et les partenariats de chaînes de valeur dans les Caraïbes.

La FAO a convenu de collaborer avec le Fonds régional pour la technologie agricole (FONTAGRO) afin de promouvoir des programmes, des projets et des activités qui favorisent la recherche, le développement et l'innovation dans le secteur agroalimentaire en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Investissement privé et développement durable des territoires

La FAO a réalisé une cartographie et une classification des acteurs dans le domaine de l'investissement privé dans les zones rurales d'Amérique latine et des Caraïbes. Il en résulte un rapport contenant une liste d'institutions financières et privées telles que des banques, des fondations d'entreprise et des multinationales; toutes classées en fonction du type d'investissement qu'elles développent dans les territoires ruraux.

L'Organisation a organisé un atelier avec cinq organisations expertes en financement privé (Acciona, Consultora Estratégica, FINAGRO, IC Fundación et l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), où des partenaires ont été identifiés pour le financement de programmes de formation et de renforcement des capacités; le cas le plus remarquable a été celui de l'AECID.



INITIATIVE RÉGIONALE 3: AGRICULTURE DURABLE ET RÉSILIENTE





1. LES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES ET LA GESTION ET L'UTILISATION DE LA BIODIVERSITÉ COMME BASE DE LA PRODUCTION

Gouvernance de l'eau

La FAO a publié cinq études de cas sur la gouvernance de l'eau dans des bassins hydrographiques spécifiques en Amérique centrale et Amérique du Sud. Les analyses ont été développées dans le sous-bassin de la rivière Tinguiririca au Chili; dans le bassin de la rivière Lurín au Pérou; dans le micro-bassin de la rivière El Jute (bassin de la rivière Lempa) El Salvador; dans le micro-bassin de la rivière Los Amates (bassin de la rivière Grande Zacapa) au Guatemala; et dans le sous-bassin de la rivière Candela et la région hydrographique Volcan-Cerro Punta (bassin de la rivière Chiriqui Viejo) au Panama.

Les études analysent les bassins décrits et formulent des recommandations pour une meilleure gestion durable et résiliente, et pour remédier au scénario complexe de la pénurie, qui met en danger la sécurité alimentaire et la nutrition de milliers de personnes.

Les sols et leur dégradation

Avec le soutien de la FAO, le Partenariat mondial sur les sols (GSP en anglais), en collaboration avec les institutions de chaque pays, a formé 45 experts d'institutions de plus de 20 pays à la cartographie

numérique de la salinisation des sols. Il a également initié la conception de la carte mondiale du carbone organique des sols (GSOCMap).

Toujours dans le cadre du GSP, la FAO a organisé une campagne de sensibilisation dans plus de 30 pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur la protection de la biodiversité et la promotion de la gestion durable des sols. Ces activités permettront aux pays de progresser dans l'élaboration de produits destinés à rendre compte de l'ODD 15, Vie terrestre.

Dans le cadre des événements de la Journée mondiale des sols, avec l'aide de la FAO, plus de 260 activités ont été organisées en Amérique latine et dans les Caraïbes, au niveau des ministères, des universités, des écoles, des associations d'agriculteurs et de la société civile, pour sensibiliser à la gestion durable des sols dans la région.

Services écosystémiques et gestion du paysage

Au Pérou, dans le cadre du Programme national ONU-REDD, la FAO a aidé le Ministère de l'environnement à élaborer la proposition de calcul du Niveau des émissions de référence pour les forêts (NERF), intégrant à la fois la déforestation et la dégradation des forêts dans le biome amazonien, afin de la soumettre à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

La FAO a également soutenu l'intégration d'une approche autochtone de la surveillance des forêts au niveau national, par le biais d'actions comprenant le renforcement des capacités de 45 communautés autochtones et de 13 organisations autochtones régionales, ainsi que la fourniture d'équipements de base pour la surveillance des forêts.

Au Chili, le Ministère de l'agriculture, avec l'aide de la FAO, a incorporé de façon permanente dans ses programmes nationaux réguliers, avec un financement de l'État, le Système intégré de suivi et d'évaluation des écosystèmes forestiers (SIMEF en espagnol), un outil contenant des informations sur les forêts primaires du Chili et leur biodiversité afin de promouvoir la gestion durable des forêts et de contribuer à la prise de décisions à différents niveaux.

Cette institutionnalisation du SIMEF en tant que système coordonné impliquant les institutions publiques concernées améliorera la gouvernance et la durabilité de 14,6 millions d'hectares d'écosystèmes forestiers primaires qui font désormais partie de l'Inventaire forestier national.

Le Costa Rica, avec le soutien de la FAO, a lancé la deuxième version de son programme de paiement pour services environnementaux (PSE). Cette nouvelle version intègre, en plus du carbone forestier qui fonctionne dans le pays depuis plus de 20 ans, une reconnaissance financière par l'État de l'entretien et de la récupération des sols dégradés par leur recarbonisation, c'est-à-dire l'augmentation de leur carbone organique. Cette deuxième version met également l'accent sur les petits agriculteurs.

En République bolivarienne du Venezuela, en collaboration avec le Ministère du pouvoir populaire pour l'écosocialisme et avec des fonds du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la FAO a mis en avant une stratégie de gestion durable des forêts axée sur la communauté autochtone Kariña dans la réserve forestière d'Imataca. Cette stratégie vise à préserver la biodiversité et à atténuer le changement climatique, avec une approche sensible au genre. En tant que stratégie de conservation, elle a favorisé la biodiversité et l'identification d'espèces forestières surexploitées, comme *Hymenaea courbaril*, *Erisma uncinatum*, *Handroanthus serratifolia* et *Peltogyne floribunda*. Les systèmes agroforestiers visent à améliorer le système de petites parcelles-jachère et à garantir la sécurité alimentaire des communautés autochtones, où les cultures traditionnelles sont associées à des espèces fruitières telles que *Psidium guajava*, *Citrus sinensis*, *Inga sp.*, *Annona muricata* et *Carica papaya*, entre autres.

Agriculture de conservation, durable, et biodiversité

Dans l'État plurinational de Bolivie, la FAO a aidé le Ministère de l'environnement et de l'eau à cataloguer le maïs autochtone dans trois macro-régions, ce qui a conduit à l'élaboration d'une norme technique et d'un outil de gestion pour leur protection et leur conservation. Cette norme favorisera la protection de 19 écotypes de maïs identifiés dans les vallées, 22 écotypes dans le Chaco et 13 écotypes dans l'Altiplano.

La FAO, en collaboration avec cinq organisations locales de producteurs (*Sociedad Provincial de Productores de Quinoa*, *Central de Cooperativas Agropecuarias Operación Tierra*, *Asociación de Productores Agropecuarios Culpina K*, *Quinoa Bolivia del Sur*, et *San Cristóbal productores*), a amélioré les capacités de 2 000 familles dans l'altiplano sud et de 500 familles dans le centre, pour la mise en œuvre de pratiques de production durables.

La FAO, en collaboration avec le Gouvernement bolivien, a formé 1 109 familles à la production durable de quinoa. En conséquence, sur 110 hectares appartenant à de petits producteurs, un nouveau système de production a été adopté et le rendement du quinoa par hectare est passé de 6-8 quintaux par hectare à 25-30 quintaux par hectare.

Au Chili, la FAO a formé plus de 100 agriculteurs aux pratiques de conservation et aux utilisations durables de l'agrobiodiversité sur le plan culturel et environnemental. Ils ont identifié 45 produits des Systèmes ingénieux du patrimoine agricole national (SIPAN) qui vont constituer un panier de produits pour mettre en valeur la qualité des aliments ancestraux produits localement et qui sont en même temps une source de développement pour l'économie locale. Ils ont caractérisé 22 espèces afin de sauvegarder l'agrobiodiversité, la culture, les connaissances et les pratiques de production traditionnelles des communautés rurales, qui représentent divers peuples autochtones.

La République dominicaine et le Honduras ont mis en œuvre un système d'alerte précoce pour la culture du café utilisant des applications mobiles pour la collecte de données afin de faciliter le suivi et la détection sur le terrain de la rouille du café et de son traitement respectif (SATCAFE). Cet objectif a été atteint grâce à la fourniture d'un outil informatique (migration de logiciels) à l'institut du café de chacun des deux pays.



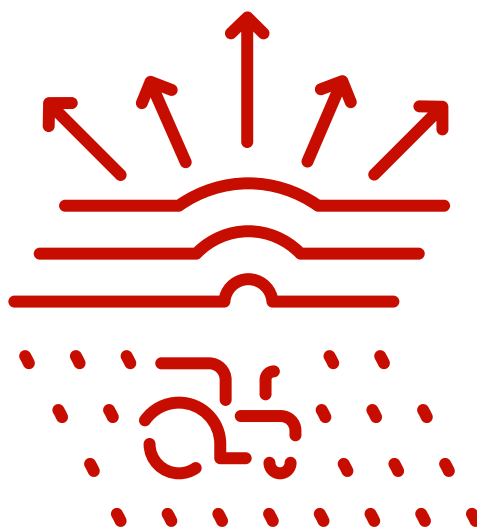
© Envato elements

2. LE SECTEUR AGRICOLE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES : UN ACTEUR CLÉ DU PROGRAMME DE TRAVAIL MONDIAL EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT ET DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Au cours de l'année 2020, la FAO, en collaboration avec la CEPALC, a assuré le secrétariat de la Plateforme d'action climatique sur l'agriculture pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PLACA), initiant un travail de collaboration entre les représentants des ministères de l'agriculture pour l'action climatique.

L'initiative, lancée lors de la COP25, vise à promouvoir la collaboration pour la mise en œuvre de mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. À ce jour, la PLACA compte 10 pays membres (Argentine, Bahamas, Brésil, Chili, Costa Rica, Guatemala, Mexique, Pérou, République dominicaine et Uruguay) et six partenaires (la Banque mondiale, Conservation International, le programme de recherche sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR en anglais), l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat, l'Institut des ressources naturelles de Finlande et l'Organisation météorologique mondiale).

En août 2020, un projet de loi type sur le changement climatique et la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été approuvé à l'unanimité au PARLATINO. Il s'agit de la première loi au niveau régional qui aborde le problème du changement climatique en tenant compte de ses effets sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce processus a été soutenu par la FAO et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).





3. FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DANS LE SECTEUR AGRICOLE

- En 2020, le Fonds vert pour le climat (FVC) a approuvé un budget de 185 millions de dollars – avec un cofinancement de 118 millions de dollars – pour des programmes agricoles et forestiers à faibles émissions et résilients en Argentine, en Colombie, à Cuba et au Guatemala, en mettant l'accent sur le soutien aux femmes vulnérables et aux communautés autochtones. Ces programmes bénéficieront à 168 000 personnes, dont 70 000 femmes, et permettront de réduire les émissions de 28,4 millions de tonnes d'équivalent CO₂.
- Le FVC a approuvé un budget de 2,17 millions d'USD pour des projets READINESS qui aideront l'Argentine, l'Équateur, l'État plurinational de Bolivie et le Panama à jeter les bases d'interventions climatiques stratégiques dans le secteur agricole.
- En ce qui concerne les programmes du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), 56 millions d'USD ont été mobilisés en 2020, plus un cofinancement de 418 millions d'USD. Ces programmes aideront 478 000 producteurs – dont près de la moitié sont des femmes – au Brésil, au Chili, au Mexique, au Nicaragua, au Panama, au Pérou, en République bolivarienne du Venezuela et en Uruguay à mettre en place des moyens de production agricole, forestière, d'élevage, d'aquaculture et de pêche plus durables et plus résilients.





4. INTÉGRATION DE LA DIMENSION DE GENRE POUR LA DURABILITÉ ET LA RÉSILIENCE

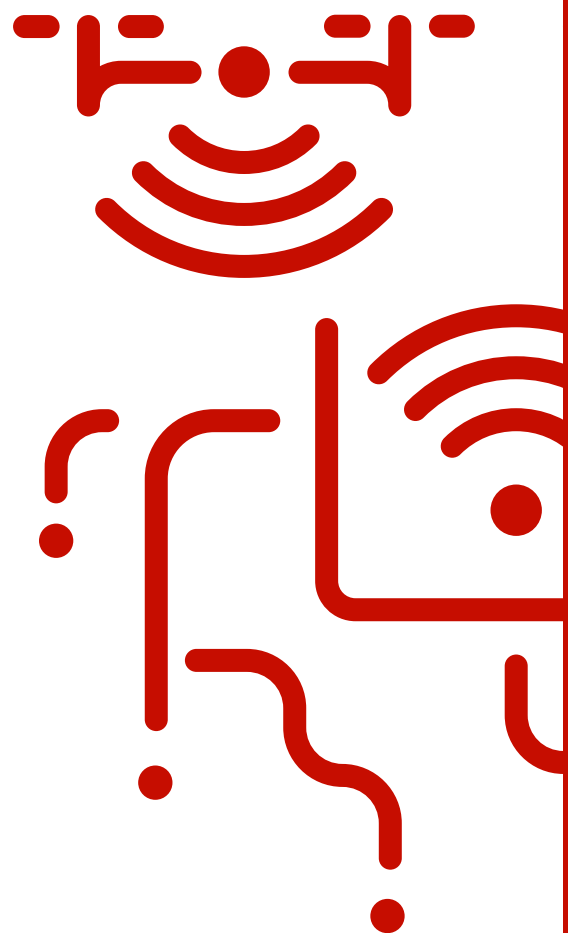
La FAO a réalisé des diagnostics et des analyses basées sur le genre pour générer des plans d'action sensibles au genre afin de combler les écarts entre les sexes et de faciliter la participation des femmes dans les programmes financés par les principaux fonds environnementaux tels que le FVC et le FEM; les programmes approuvés par ces deux fonds en 2020 bénéficieront à 310 000 femmes d'ici 2021.





5. AGRICULTURE NUMÉRIQUE ET INNOVATION POUR PARVENIR À DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES PLUS PRODUCTIFS, DURABLES ET RÉSILIENTS.

- En 2020, le Costa Rica, la Dominique, l'Équateur, la Guyane, la République bolivarienne du Venezuela, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et l'Uruguay ont amélioré leurs systèmes de recensement et d'enquête agricoles en utilisant les technologies de l'information et de la communication pour l'administration de questionnaires, le système de positionnement mondial (GPS) pour la mesure des surfaces ou l'imagerie par satellite pour les opérations sur le terrain.
- En Colombie, dans le cadre du programme d'aide d'urgence aux moyens de subsistance ruraux des communautés d'accueil et de la population migrante dans le département de La Guajira (*Asistencia de emergencia a los medios de vida rurales de comunidades de acogida y población migrante en el departamento de la Guajira*), la FAO a fait progresser le projet Wayuu Market, qui a permis à 165 familles de La Guajira, toutes de l'ethnie Wayúu, d'être formées à l'utilisation d'une plateforme numérique pour vendre leur production artisanale.





© Envato elements

6. AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE DES AGRICULTEURS ET DES COMMUNAUTÉS FACE AUX MENACES ET AUX RISQUES, ET RÉPONSES EFFICACES AUX CATASTROPHES, AUX URGENCES ET AUX CRISES.

El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique et le Nicaragua ont renforcé les systèmes de surveillance de la sécheresse et d'alerte précoce, ainsi que la capacité des communautés à prendre des mesures d'atténuation, de préparation et de réponse aux risques hydrométéorologiques (sécheresse et cyclones) pour protéger leurs cultures et leur bétail.

Cela a été possible grâce à la mise en œuvre du Système d'indice de stress agricole (ASIS), à l'élaboration d'un manuel pratique pour la formulation de plans d'alerte précoce et d'action contre la sécheresse agricole, et aux actions d'atténuation, de préparation et de réponse mises en œuvre dans le cadre de programmes d'urgence et de réduction des risques de catastrophe.

En 2020, la FAO a soutenu le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua dans la conception et la mise en œuvre de leurs plans d'intervention d'urgence face aux ouragans Eta et Iota, afin de favoriser la réhabilitation et le rétablissement des moyens d'existence de 333 000 personnes, principalement des petits exploitants agricoles, en mettant l'accent sur les femmes et les populations autochtones.

Grâce à 12 ateliers, plus de 9 000 fonctionnaires, techniciens et producteurs de différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont été formés. Les principaux thèmes abordés ont été les suivants: la race tropicale 4 (TR4) de la fusariose, le criquet pèlerin d'Amérique centrale, les scolytes du pin, le charançon Khapra et d'autres menaces phytosanitaires.

En outre, la stratégie et le plan d'action de la région pour la prévention, la contingence et la réponse à la flétrissure provoquée par la TR4 ont été élaborés avec la participation de plus de 150 fonctionnaires et techniciens gouvernementaux, producteurs, exportateurs, centres de recherche, entre autres, de Colombie, Dominique, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago.

Dans le domaine de la production et de la santé animale, les publications suivantes ont été réalisées: *Detección y diagnóstico de la peste porcina africana-Manual para veterinarios* (Détection et diagnostic de la peste porcine africaine - Manuel à l'intention des vétérinaires); *Peste porcina africana en los jabalíes. Ecología y bioseguridad* (Peste porcine africaine chez le sanglier. Écologie et biosécurité); et *Gestión de cadáveres en pequeñas y medianas explotaciones ganaderas: consideraciones prácticas* (Gestion des carcasses dans les petits et moyens élevages: considérations pratiques).





7. CROISSANCE BLEUE

L'Équateur et le Panama ont élaboré des cadres réglementaires pour la mise en œuvre effective, au niveau national, de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN en anglais), conformément à l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port (PSMA en anglais). Le Suriname a ratifié son adhésion au PSMA.

Au Mexique, la FAO a aidé le gouvernement dans l'ordonnancement de la pêche aux crevettes et dans l'évaluation technique des méthodes de capture de la corvina (*Pogonias cromis*) dans des écosystèmes fragiles. Ces initiatives favoriseront la gouvernance et la durabilité des activités productives susmentionnées et permettront de développer des solutions pour que les espèces appartenant à la faune crevettière soient utilisées dans la pêche – évitant ainsi qu'elles soient rejetées – et contribueront à la production d'aliments à haute valeur nutritionnelle dans le cadre des actions visant à obtenir une pêche durable.

En Équateur, avec l'appui du projet *Marino Costero*, la FAO s'est efforcée de réduire la pression exercée sur les ressources en crabes *Ucides occidentalis* et en coquillages *Tuberculosis anadara*. Cinquante-huit organisations côtières ont signé des accords d'utilisation durable et de protection de l'écosystème de mangroves (AUSCM en espagnol) entre des associations de pêcheurs et le Ministère équatorien de l'environnement et de l'eau; ce qui représente une superficie totale de 69 691 hectares protégés, où se concentre la plus grande quantité de mangroves du pays.

Au Panama, la FAO a aidé le gouvernement à rédiger sa nouvelle loi sur la pêche, l'aquaculture et activités connexes. La loi réglemente et encourage les activités telles que l'aquaculture, la pêche sportive, industrielle et artisanale, conformément aux normes

internationales et aux dernières technologies, dans le but de garantir qu'elles soient réalisées de manière durable, en utilisant des méthodes appropriées pour assurer la conservation, la reproduction, la production, le renouvellement et la permanence des ressources aquatiques et des activités de pêche et d'aquaculture.

Au Chili, la FAO a aidé le gouvernement à renforcer la capacité d'adaptation du secteur de la pêche et de l'aquaculture afin de réduire la vulnérabilité et d'accroître la capacité du secteur à s'adapter au changement climatique. Sept groupes de travail interinstitutionnels ont été créés pour réunir les acteurs clés dans un espace de travail commun; ils ont conçu un Système d'information interopérable qui systématise les variables sur la pêche, l'aquaculture et le changement climatique; ils ont formé plus de 440 fonctionnaires, décideurs et acteurs de la pêche artisanale et de l'aquaculture à petite échelle à l'adaptation au changement climatique. Ils ont également créé un programme de formation en suivi environnemental participatif afin d'explorer de nouvelles pratiques d'adaptation dans les communautés côtières des criques pilotes de Riquelme, Tongoy, Coliumo et El Manzano-Hualaihué, où la culture expérimentale de mollusques bivalves et d'algues est pratiquée.

En termes de publications, citons les suivantes:

- *Guía básica - Cambio climático, pesca y acuicultura* (Guide de base - Changement climatique, pêche et aquaculture)
- *Fortalecimiento de la capacidad de adaptación en el sector pesquero y acuícola chileno al cambio climático* (Renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique du secteur de la pêche et de l'aquaculture au Chili)
- *Lineamientos referenciales para legislar o regular el buceo en la pesca artesanal o de pequeña escala en la región de América Latina y el Caribe* (Directives de référence pour légiférer ou réglementer la plongée dans la pêche artisanale ou à petite échelle en Amérique latine et dans les Caraïbes)
- *Mecanismos autógenos de microfinanciamiento en organizaciones de pescadores artesanales y acuicultores de la pequeña empresa en América Latina*. (Mécanismes autogènes de microfinancement dans les organisations de pêcheurs artisanaux et de petits producteurs aquacoles en Amérique latine)

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION 2020 ET CÉLÉBRATION DU 75E ANNIVERSAIRE DE LA FAO

Les 4, 5 et 6 novembre 2020, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation 2020 et du 75e anniversaire de la FAO, s'est tenu le séminaire virtuel de haut niveau « *Cómo recuperar y transformar los Sistemas Agroalimentarios de América Latina y el Caribe post COVID-19 ?* » (Comment récupérer et transformer les systèmes agroalimentaires d'Amérique latine et des Caraïbes après la covid-19 ?), afin de concevoir une réponse institutionnelle aux demandes des pays apparues pendant la pandémie.

Organisé avec cinq institutions partenaires – la CEPALC, la BID, l'IFPRI, le FIDA et la Banque mondiale – ce séminaire a réuni plus de 100 présentations d'experts d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Amérique du Nord et d'Europe, 23 tables rondes, auxquelles plus de 200 professionnels experts ont participé.

Il a eu un public virtuel total de plus de 27 000 participants. A l'issue du séminaire, un document de consensus sera élaboré avec les partenaires ainsi que huit documents thématiques par panel, qui constitueront des références pour le dialogue avec les décideurs.



DES COMMUNICATIONS À FORT IMPACT



Au cours de l'année 2020, les communications ont joué un rôle central pour aider la FAO et ses différents partenaires et alliés à empêcher que la crise sanitaire provoquée par la covid-19 ne se transforme en crise alimentaire.

La large diffusion des dialogues, des accords, des politiques publiques et des actions conjointes entre les secteurs publics et privés a permis de réagir rapidement face à la crise. Les autorités gouvernementales, anciens présidents, parlementaires, agriculteurs, fournisseurs, les marchés de gros et les commerçants, ainsi que les représentants de la science, du monde universitaire et de la société civile ont été les protagonistes tout au long de l'année.

Ces messages ont eu une forte présence dans les principaux médias régionaux. On compte **4 009 apparitions** dans les principaux médias (grand public) en Amérique latine et dans les Caraïbes, **soit une augmentation de près de 30 pour cent par rapport à 2019**.

Ces parutions comprennent **214 articles d'opinion** rédigées par le Directeur Général, le Représentant régional, les Représentants nationaux et les agents techniques, soit une augmentation de 155 pour cent par rapport à l'année précédente.

En 2020, les pays de la région ont créé **16 histoires de réussite** qui ont été publiées sur www.FAO.org, un élément clé pour faire connaître les protagonistes de notre travail à un public mondial.

Les grands événements régionaux ont eu un impact majeur sur la communication: pendant la **36e Conférence régionale**, 11 000 personnes ont visité le site web de la Conférence; 32 000 personnes ont suivi les événements en direct sur Youtube, Facebook et Twitter; 12,9 millions de personnes ont consulté le contenu de la FAO sur Twitter; et plus de 100 000 personnes ont reçu nos messages sur Facebook @FAOenEspañol.

Pendant la **Journée mondiale de l'alimentation (JMA)**, 27 264 personnes ont suivi l'événement régional en direct; 10 964 personnes ont visité le site web régional de la JMA; 58 millions de personnes ont reçu les messages sur Twitter, tandis que plus de 250 000 personnes ont vu les messages sur Facebook.

Plateformes numériques et produits audiovisuels

2020 a été l'année de la transformation numérique. Cela a permis un contact beaucoup plus étroit et interactif avec le public en ligne. Le compte twitter

@FAO Americas, avec 90 352 abonnés, est le compte de l'Organisation qui compte le plus grand nombre d'abonnés au niveau régional. Sa progression par rapport à 2019 est de 14,4 pour cent et elle a promu sept grandes campagnes:

- *#HéroesDeLaAlimentación* (HérosDeL'alimentation)
- *#DesperdicioCero* (ZéroDéchets)
- *#MujeresRurales* (FemmesRurales)
- *#ElPoderDeLasHistorias* (LePouvoirDesHistoires)
- *#DiaMundialDeLaAlimentación* (JournéeMondialeDeL'alimentation)
- *#ConferenciaFAO* (ConférenceFAO)
- *#GrandesResultadosFAO* (DeGrandsRésultatsFAO)

En 2020, le Bureau régional a créé son compte Facebook – Facebook_FAO en Español – qui a été lancé début octobre et compte déjà 6 990 abonnés.

En termes de contenu audiovisuel, huit vidéos de la campagne *#HéroesDeLaAlimentación* ont été produites, partageant des témoignages de pays pendant leur réponse à la pandémie, et sept vidéos d'animation ont été produites en utilisant les dernières technologies numériques pour la Conférence régionale.

Site web

Le site web du Bureau régional a reçu au total 622 782 visiteurs, soit 39 pour cent de plus qu'en 2019.

105 conférences et webinaires ont été organisés et diffusés par Fao.org/Americas.

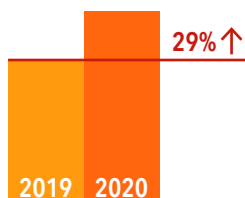
Publications

Dans le domaine des publications, la réponse rapide à la covid-19 est à souligner, avec une énorme production, principalement bilingue, d'un total de 52 documents comprenant quatre séries thématiques différentes.

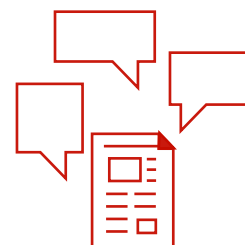
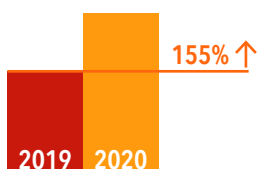
Nombre d'entre elles figuraient parmi les publications de la FAO ayant le plus grand impact et la plus grande portée au niveau mondial. En outre, la FAO a publié 21 ouvrages et 24 brochures et livres courts dans la région, y compris de nouvelles éditions de la Série 2030 et deux nouvelles séries thématiques, contribuant ainsi à la génération et à la diffusion de connaissances spécialisées sur des sujets relevant du mandat de l'Organisation.

4 009

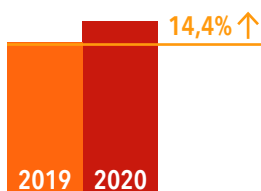
apparitions dans les principaux médias de la région

**214**

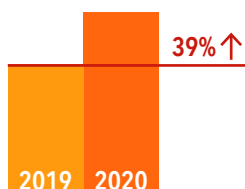
articles d'opinion publiés par des représentants ou des agents techniques de la FAO

**90 352**

abonnés sur Twitter @FAO Américas

**622 782**

visiteurs du site web régional

**6 990**

abonnés sur le nouveau compte Facebook_FAO en espagnol

MOBILISATION DES RESSOURCES



Projets lancés et exécutés

En 2020, la FAO a mobilisé 194,8 millions d'USD en contributions volontaires pour soutenir 80 nouveaux projets.

La FAO a mis en œuvre 377 projets dans la région, auxquels s'ajoutent 18 projets mondiaux et interrégionaux qui incluent du travail dans un pays de la région.

Sur le nombre total de projets exécutés, 216 ont été financés par 41 partenaires stratégiques et 161 par le Programme de coopération technique. Le budget de ces projets s'élève à 684 millions de dollars.

Fonds vert pour le climat (FVC)	167 460 785 USD	13
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	120 360 539 USD	51
Brésil	70 460 142 USD	12
Colombie	69 675 369 USD	22
Union européenne	69 584 441 USD	20
Mexique	USD 26 709 241	9
Programme commun des Nations Unies (UNJP)	19 913 017 USD	24
Suède	USD 18 366 774	4
Guyana Green Investment Fund (GRIF)-Norvège	USD 14 792 277	1
Espagne	USD 13 614 575	5
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (UNOCHA)	USD 7 653 997	9
Italie	7 648 999 USD	5
Argentine	5 488 975 USD	1
Canada	USD 5 442 190	2
République de Corée	5 000 000 USD	1
Fonds international pour le développement agricole (FIDA)	4 366 000 USD	1
Panama	USD 3 351 436	2
Fonds pour la consolidation de la paix (PBF)	USD 2 360 854	3
Suisse	2 150 000 USD	1
Uruguay	1 899 546 USD	2
Organisation panaméricaine de la Santé (OPS)	USD 1 855 163	1
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	USD 1 652 367	2
Banque centraméricaine d'intégration économique (BCI)	1 585 133 USD	1
Belgique	1 540 000 USD	3
Banque de développement des Caraïbes (BDC)	1 200 000 USD	1
UNICEF	USD 969 203	1
États-Unis d'Amérique	900 000 USD	1
Grenade	USD 690 414	1
Multilatéral	670 000 USD	2
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	USD 648 958	1
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies	USD 613 645	1
Fondation Kielsa (FKI)	USD 426 842	1
Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD)	375 600 USD	1
El Salvador	366 000 USD	1
Allemagne	USD 337 534	1
République dominicaine	300 000 USD	1
Nicaragua	250 000 USD	1
Fonds fiduciaire du Programme alimentaire mondial	235 000 USD	2
Chili	208 747 USD	2
France	142 694 USD	1
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	125 764 USD	2
SOUS-TOTAL	651 392 221 USD	216
Programme de coopération technique (PCT)	32 473 000 USD	161
TOTAL	683 865 221 USD	377

Projets en cours de négociation

Au 31 décembre 2020, la région comptait 92 projets en phase finale de conception et de négociation avec des partenaires stratégiques (étapes II et III), pour un montant total de 533 millions d'USD.

Centre d'investissements

La Division du Centre d'investissements de la FAO a contribué à la conception de sept projets d'investissement pour la région, qui ont été approuvés en 2020, pour un montant total de 640 millions d'USD. Sur ces sept projets approuvés dans la région, trois proviennent de la Banque mondiale, un de la Banque interaméricaine de développement, un du FIDA, un de la Banque centraméricaine d'intégration économique et un du Fonds vert pour le climat.

Actuellement, le Centre d'investissement est en train de concevoir 11 projets d'investissement qui devraient être approuvés au cours de l'année 2021. En outre, le Centre d'investissement de la FAO soutient la mise en œuvre et la supervision d'un portefeuille de 36 projets financés par des banques de développement et des institutions financières internationales, représentant 3,1 milliards d'USD d'investissements publics pour l'agriculture, le développement rural et la gestion durable des ressources naturelles dans la région.



ISBN 978-92-5-134399-9



9 789251 343999

CB4544FR/1/05.21